

Elections taiwanaises : la question chinoise (encore) au centre du scrutin

Les élections présidentielles taiwanaises de mars 2008 verront un nouveau chef de l'Exécutif prendre les commandes de la jeune démocratie. Après deux victoires successives en 2000 et en 2004, Chen Shui-bian, le président actuel, ne pourra en effet pas se représenter. La Constitution taiwanaise, qui accorde des pouvoirs importants au Président, face à un Parlement aux prérogatives nettement plus limitées, fait de ce scrutin l'événement politique majeur dans l'île tous les quatre ans.

Sans surprise, le Congrès du Kuomintang (KMT) a officiellement désigné Ma Ying-jio, ancien maire de Taipei, comme candidat à l'élection présidentielle, le 24 juin 2007. Ma a désigné son co-listier en la personne de Vincent Siew, ancien ministre des finances, personnalité politique assez discrète, mais dont le candidat du KMT a publiquement vanté les mérites.

Bien que soucieux des questions intérieures, Ma a rapidement annoncé la couleur concernant ses ambitions sur les relations avec la Chine continentale : « *Nous devons améliorer les relations inter-détroit pour pouvoir améliorer notre position internationale* » a-t-il ainsi déclaré. Selon Ma, « *Taiwan va devoir être pragmatique, et travailler à certaines stratégies visant son retour au sein de la communauté internationale* ». En d'autres termes, le candidat du KMT préfère jouer la carte de la prudence et du dialogue avec Pékin, rompant ainsi avec la politique de Chen Shui-bian. Ma est ainsi souvent cité comme le candidat pro-réunification. Mais il bénéficie également d'une image excellente à l'extérieur, que ce soit aux Etats-Unis (où il a fait ses études) ou dans d'autres pays qui pourraient s'avérer être d'importants partenaires de Taiwan dans les prochaines années. Il fut ainsi le premier homme politique taiwanais à se rendre en Inde en juin dernier, dans un pays qui respecte la politique d'une seule Chine, mais est souvent considéré comme l'un des principaux rivaux de Pékin en Asie.

Le KMT n'en oublie pas la nécessité de séduire l'électorat taiwanais, et a ainsi accepté l'idée d'un référendum sur l'entrée de Taiwan à l'ONU. La perspective d'un tel référendum inquiète les partenaires de Taiwan, qui estiment qu'il serait non approprié (le peuple ne choisissant pas l'entrée à l'ONU, une telle décision revenant aux Etats membres), et pourrait même renforcer les risques d'une confrontation avec la Chine. Mais le candidat du KMT s'efforce de jouer sur les deux tableaux : rassurer les électeurs taiwanais sur le fait qu'il n'est pas aussi pro-réunification que ses adversaires le font entendre, et apaiser les tensions avec Pékin dans le même temps, en proposant une relance du dialogue inter-détroit.

Du côté du Parti démocrate progressiste (*Democratic Progressive Party* – DPP) actuellement au pouvoir, l'ancien Premier ministre Frank Hsieh a remporté l'investiture et éliminé de la course le Premier ministre Su Tseng-chang, le président du DPP Yu Shyi-kun et la vice-présidente Annette Lu, soit des poids-lourds du parti. Contrairement

aux deux derniers, considérés comme des indépendantistes engagés, Hsieh se montre plus pragmatique, et pourrait lui aussi se satisfaire d'un *statu quo* qui garantit l'intégrité de Taiwan. Hsieh avait démissionné de son poste de Premier ministre à la suite de la défaite du DPP aux élections locales de novembre 2005, mais son charisme et sa popularité importante dans le sud de l'île lui ont permis de s'imposer comme le candidat de son parti, et un concurrent de poids pour la présidentielle.

Quoi qu'il en soit, le résultat du scrutin entre les deux candidats s'annonce particulièrement serré, et dépendra en grande partie des positionnements des Taiwanais sur la question de la relation avec la Chine, plus que jamais au centre du scrutin.

Sur la scène intérieure, et en relation étroite avec la question chinoise, le vieux débat qui oppose les Taiwanais se revendiquant comme « de souche » (les aborigènes plus les premiers immigrants chinois, de la province du Fujian) et les « Chinois », arrivés en masse après 1949, se trouve une fois de plus au centre de la vie politique taiwanaise. La question identitaire est, plus que jamais, au centre de la vie politique taiwanaise, et jouera un rôle majeur dans l'élection présidentielle. Sur les relations avec Pékin, la grande majorité de l'opinion publique reste favorable à un *statu quo*, et donc au maintien du principe « une Chine, deux systèmes », mais les Taiwanais revendiquent dans le même temps un droit d'autonomie et ce que nous pourrions qualifier d'indépendance *de facto*, et le sentiment « taiwanais », hier minoritaire, est aujourd'hui largement majoritaire dans l'île. Les deux candidats devront, s'ils veulent s'imposer, tenir compte de ces nouvelles données susceptibles de se traduire en votes.

Barthélémy Courmont